

Conseil européen de printemps

♦ **Conseil européen de printemps** : Le Conseil, qui s'est réuni les 13 et 14 mars derniers, s'est intéressé à trois domaines : le deuxième cycle triennal (2008/2010) de la stratégie de Lisbonne pour la croissance et l'emploi, l'énergie et le changement climatique, la stabilité des marchés financiers.

Dans le domaine de la stratégie de Lisbonne, "la Commission est invitée à continuer de travailler avec les Etats membres à la mise au point d'une méthode claire et transparente de suivi et d'évaluation des réformes qui s'inscrivent dans le cadre de la stratégie [...] les progrès devraient être évalués chaque année" (4) "il convient d'améliorer la qualité des dépenses publiques en accroissant l'efficacité des dépenses et des recettes publiques" [...] ainsi que de poursuivre l'intégration des politiques économiques, des politiques de l'emploi et des politiques sociales" (5). Il est, par ailleurs, nécessaire d'"entamer une réflexion sur l'avenir de la stratégie de Lisbonne au delà de 2010" (6). Après avoir rappelé l'utilité d'investir dans la connaissance et l'innovation, le Conseil précise que, à cette fin, "les Etats membres et l'UE doivent éliminer les obstacles à la libre circulation de la connaissance en instaurant une **"cinquième liberté"** et annonce l'adoption avant la fin de l'année d'une charte sur la propriété intellectuelle (8).

La stratégie de Lisbonne entend aussi "libérer le potentiel des entreprises". Les efforts pour réduire de 25% d'ici 2012 la charge administrative découlant de la législation de l'UE devront être "évalués à l'occasion de la réunion du printemps 2009" (9), un "bilan du marché unique [devra] être effectué chaque année par la Commission [...]. Il faut, également, accorder toute l'attention requise à la dimension sociale et aux services d'intérêt général [...] intensifier les efforts pour accroître la concurrence dans les industries de réseau (énergie, communications électroniques) et adopter les cadres réglementaires appropriés [...] assurer la transposition et la mise en oeuvre intégrales, cohérente et en temps voulu de la directive services (10).

La stratégie de Lisbonne vise également à "investir dans le capital humain et moderniser les marchés du travail" et le Conseil "attend avec intérêt la proposition de la Commission concernant un agenda social renouvelé [il l'] invite à présenter une proposition détaillée des besoins futurs en matière de compétence en Europe jusqu'à l'horizon 2020 [quant aux effets de] la migration de ressortissants de pays tiers [ils] doivent être traités dans le cadre des propositions de la Commission concernant une politique commune en matière de migration" (14).

En matières de changement climatique et d'énergie, "l'UE tient à conserver un rôle de chef de file au niveau international [et] l'objectif est d'aboutir en 2009, à Copenhague, à un accord mondial ambitieux et global sur le changement climatique" (17). Le Conseil estime pouvoir parvenir à un accord sur les propositions de la Commission [voir bulletin 231] avant la fin 2008 pour une adoption début 2009" (18). Par ailleurs, il souhaite aboutir à "un accord politique d'ici juin 2008" sur le marché intérieur du gaz et de l'électricité (24; voir aussi bulletin 224). Pour ce qui concerne le risque de fuite vers des pays tiers des entreprises grosses consommatrices d'énergie "la conclusion d'un accord international reste la meilleure façon de traiter cette question", mais "si les négociations internationales échouent" l'UE se prépare à pouvoir la résoudre seule (19).

.../...

The Spring European Council

♦ The Spring European Council: The Council, which met on 13th and 14th March 2008, focused on three areas: the second triennial cycle (2008/2010) of the Lisbon Strategy for growth and jobs, energy and climate change and the stability of financial markets.

In the area of the Lisbon strategy, "The Commission is invited to continue working with Member States in order to further develop and set up a clear and transparent methodology for the monitoring and evaluation of reforms falling under the framework of the strategy [...] progress should be assessed annually" (4) "it is necessary to ensure that the quality of public finances is improved by raising the efficiency and effectiveness of public expenditures and revenues" [...] as well as the continued integration of economic, employment and social policies" (5). Further, it is also necessary to "start discussions on the future of the Lisbon strategy beyond 2010" (6). Having recalled the necessity of investing in knowledge and innovation, the Council specified that, to this end, Member States and the EU must remove barriers to the free movement of knowledge by creating a **"fifth freedom"** and, announced the adoption, before the end of the year, of a charter on intellectual property (8).

The Lisbon strategy also intends to "liberate the potential of enterprises" Efforts to reduce by 25% administrative burden resulting from the EU legislation, by 2012 "should be assessed during the Spring 2009 meeting" (9), a "review of the single market [shall] be made annually by the Commission [...]. It is also necessary to give due attention to the social dimension and to services of general interest [...] intensify efforts to raise competition in network industries (energy, electronic communications), and adopt the appropriate regulatory frameworks [...] ensure full coherent and timely transposition and implementation of the Services Directive (10).

The Lisbon strategy also aims at "investing in human capital and modernising the labour markets" and the Council "is looking forward to the Commission's proposal for a renewed Social Agenda [it] invites the Commission to present a comprehensive assessment of the future skills requirements in Europe for a period running up to 2020 [as regards] the effects of the migration of third-country nationals [they should] be addressed with in the context of the Commission's proposals regarding a common policy on migration." (14).

In matters concerning climate change and energy, "the EU is committed to maintaining international leadership [and] the objective is to secure an ambitious, global and comprehensive agreement on climate change at Copenhagen in 2009" (17). The Council believes that it can reach an agreement on the Commission's proposals [see bulletin 231] before the end of the year 2008 ready for adoption in early 2009" (18). Furthermore, it intends to reach "a political agreement by June 2008" on the internal market for gas and electricity (24); (see also bulletin 224). Regarding the risk of the drain of high-energy-consuming companies to third countries "an international agreement on the matter remains the best solution on how to deal with it" but "should international negotiations fail" the EU is getting ready to resolve it on its own (19).

.../...

♦ **Sommet social tripartite** : Le Sommet s'est réuni le 13 mars, avant le Conseil. Il réunissait les représentants européens des salariés et des employeurs ainsi que le président de la Commission européenne et des représentants de la présidence slovène et des deux présidences suivantes. Son ordre du jour est calé sur celui du Conseil. Il a examiné les progrès accomplis par la croissance et l'emploi dans le contexte de la stratégie de Lisbonne et les priorités de son prochain cycle, les conséquences sociales des changements climatiques et de la dépendance énergétique, l'ordre du jour du dialogue social pour les prochains mois.

Logement

Le Parlement européen a adopté, le 20 février dernier, à une écrasante majorité, le rapport d'Ona Juknevičienė (ALDE, Lituanie) donnant accord à la proposition de règlement relative à la collecte régulière de données statistiques comparables sur la population et le logement au niveau européen, mais il en a retiré un certain nombre d'éléments afin de respecter les exigences en matière de protection des données personnelles. Le premier recensement aura lieu en 2011 et ensuite tous les dix ans. Les thèmes couverts sont détaillés en annexe du rapport.

<http://www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?pubRef=-//EP//TEXT+TA+P6-TA-2008-0056+0+DOC+XML+V0//FR&language=FR>

Agences européennes

Dans une communication du 11 mars dernier, la Commission européenne propose de lancer un groupe interinstitutionnel (Parlement, Conseil, Commission) de réflexion sur les agences européennes (de régulation et exécutives) afin de mettre en place des règles minimales applicables à toutes. Elle propose aussi de surseoir à la création de nouvelles agences en attendant les résultats d'une évaluation horizontale des agences de régulation, annoncée fin 2009. Elle propose également que soient révisées les dispositions relatives à ses relations avec les agences et la méthodologie pour évaluer leur impact.

Les agences de régulation sont au nombre de 29 et elles emploient 3800 fonctionnaires. Ce sont des organismes indépendants dotés d'une personnalité juridique propre, mais il n'y a pas de dispositions générales régissant leur création et leur fonctionnement. Au contraire, les agences exécutives sont créées sur la base d'un règlement du Conseil (2002), elles contribuent à la gestion des programmes communautaires et sont placées sous l'entière responsabilité de la Commission.

<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=COM:2008:0135:FIN:FR:PDF>

Cour de justice

Dans un arrêt C-274/06 du 14 février 2008, le Tribunal de première instance condamne la législation espagnole selon laquelle toute acquisition d'une "société d'importance nationale exerçant des activités sur le marché de l'énergie" par une entreprise dont un Etat détient plus de 50% du capital doit être notifiée au Conseil des ministres espagnol qui peut décider de limiter ou non l'exercice des droits de vote afférents aux actions détenues par l'entité publique. Cette législation (dite "loi anti EDF") introduite en 1999, visait à empêcher une prise de contrôle par l'entreprise EDF majoritairement détenue par l'Etat français. Le Tribunal juge les mesures espagnoles inadéquates et disproportionnées par rapport à l'objectif de sécurité des approvisionnements nationaux en énergie.

♦ **Tripartite Social Summit**: The Summit was convened on 13th March 2008, ahead of the Spring Council. It brought together the European representatives of employees and employers as well as the president of the European Commission and representatives from the Slovenian presidency and the two succeeding presidencies. Its agenda was aligned to that of the Council. It reviewed progress achieved through growth and employment within the context of the Lisbon strategy and examined priorities for its next cycle, social consequences of climate change and energy dependence, the agenda for social dialogue in the coming months.

Housing

On 20th February 2008, the European Parliament adopted, by an overwhelming majority, the report by Ona Juknevičienė (ALDE, Lithuania) approving the draft regulation on the provision of comprehensive data on the population and on housing, at the European level but, it withdrew a number of provisions in order to meet certain requirements as regards the protection of private and personal data. The first census will be conducted in 2011 and then the exercise would become decennial from then on. Topics covered are detailed in the annex to the report.

<http://www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?pubRef=-//EP//TEXT+TA+P6-TA-2008-0056+0+DOC+XML+V0//EN>

European Agencies

In a communication dated 11th March 2008, the European Commission proposed launching an inter-institutional group (Parliament, Council, Commission) of discussion on European agencies (regulatory and executive) in order to lay down ground rules applicable to all. It also proposes to suspend the creation of any new agencies pending the results of a horizontal evaluation of the regulatory agencies, slated for late 2009. Further, it proposes to undertake a review of its own internal systems governing its relations with agencies, as well as the methodology for conducting impact assessment of agencies.

There are currently 29 regulatory agencies employing 3800 civil servants. These are independent organisations with their own legal personality, but there are no general provisions governing their establishment and functioning. On the contrary, executive agencies are created on the basis of a Council Regulation (2002), they participate in the management of Community programmes and are under the sole responsibility of the Commission.

<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=COM:2008:0135:FIN:EN:PDF>

Court of Justice

In a judgement C-274/06 of 14th February 2008, the Court of first Instance condemns the Spanish law according to which any acquisition of a "company of national importance operating in the energy market" by another company whose State holds more than 50% of the shares, must be notified to the Spanish Council of Ministers, which may decide whether or not to restrict the voting rights attached to shares held by the public entity. This legislation (so-called "anti EDF law"), introduced in 1999, was intended to prevent a takeover by the EDF whose shares are owned by the French State. The Tribunal considers the Spanish measures as inadequate and disproportionate as regards the objective of security of national energy supplies.

NOUVELLES-NEWS-EUROPE est édité par le Comité européen de liaison sur les Services d'intérêt général, *is published by the European Liaison Committee on Services of General Interest*, E-mail : <celsig@celsig.org> www.celsig.org Directeurs de publication, *Publishers* : Pierre Bauby et and Jean-Claude Boual. Rédactrice en chef, *chief editor* : Katherine Varin. Traduction, *translation* : Jeremiah Chiumia. Diffusé exclusivement par E-mail. *Distributed by E-mail exclusively*. Abonnement 1 an : 100 € *Subscription for 1 year: €100*. Bulletin d'abonnement sur demande. *Subscription form available on request*.